Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 121
Juin 2020

le libertaire

revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

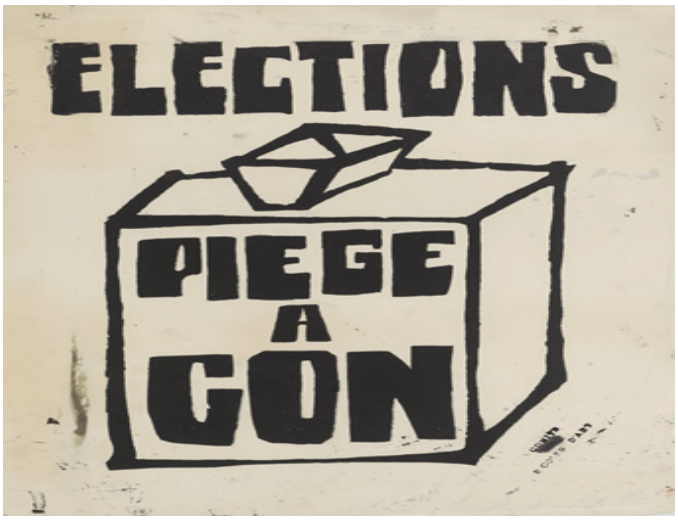
Le Havre: la tambouille politique à gauche pour le deuxième tour des municipales de 2020

Au Havre, le 28 juin 2020, le second tour des municipales verra s'opposer l'ancien maire du Havre, actuellement Premier ministre, Édouard Philippe, qui a obtenu 43,60 % au premier tour le 15 mars à Jean-Paul Lecoq, ancien maire de Gonfreville l'Orcher, député communiste, qui a obtenu un score de 35,88 %.La liste « Le Havre Écologie… » n'a obtenu que 8,28 %. Du coup la tête de liste écolo se retire. Mais Lecoq refuse de fusionner sa liste avec celle des écolos qui avait rassemblé le PS, Place publique, les radicaux de gauche… Le refus de fusionner les listes de gauche, c'est de la tambouille électorale. Le problème pour Lecoq et ses amis, ce n'est pas d'emporter la mairie qui a de forte chance de rester aux mains de la droite d'Edouard Philippe, sauf coup de théâtre. L'enjeu, c'est de laminer toutes les « forces politiques » qui n'ont pas fait allégeance au communiste Lecoq. Les vieilles méthodes ressurgissent d'un passé pas si lointain. Edouard Philippe réélu maire, la seule opposition municipale sera celle de Lecoq. Exit le PS et ses amis écolos. C'est un bon moyen de se positionner pour les futures échéances électorales comme le seul et unique candidat face à la droite, LREM…C'est de la tambouille qui laissera des traces. La droite raille déjà ceux qui entendent rassembler les Havrais alors qu'ils sont incapables de rassembler leur camp.

Voilà un exemple de plus de cette politique politicienne. Les anarchistes n'ont pas attendu les petites disputes entre amis pour prendre leurs distances avec ces pratiques récurrentes de pouvoir. De nombreux articles sur notre site et dans notre journal, le libertaire, expliquent pourquoi nous sommes contre la délégation de pouvoir, donc contre les élections. Qu'on s'entende bien, la disparition du PS au Havre ne nous fait ni chaud ni froid. Nous n'oublions pas par exemple que c'est avec l'aval de la député socialiste Troalic que toutes les écoles d'Harfleur ont été sorties de ZEP. Et ce n'est qu'un triste exemple de ce qu'est devenu le PS. La gauche caviar laissera des traces et nous n'avons pas la mémoire courte. De la même manière, la disparition du Parti communiste de filiation stalinienne ne nous fera pas pleurer.

Parallèlement, nous disons aux camarades qui ont des responsabilités syndicales de ne pas mêler syndicalisme et politique politicienne. L'indépendance syndicale vis-à-vis de tout parti politique doit servir de phare et de pilier de l'action directe. A un syndicaliste qui appelait à voter Mélenchon en indiquant qu'il était du côté des ouvriers, un autre lui rétorquait que Marine Le Pen était aussi du côté des ouvriers ; même si on sait bien que ce n'est pas le cas. Pour autant, n'importe quel politicien peut, le temps d'une élection, se réclamer du camp des travailleurs… Ces derniers ont tout intérêt à défendre eux-mêmes leurs intérêts de classes. En délégant leur voix à des politiciens, ceux-ci défendront leurs intérêts particuliers. Il ne faut jamais oublier que le pouvoir est maudit. Alors au deuxième tour des municipales au Havre, abstention. Laissons les politiciens se déchirer entre eux. Edouard Philippe sera toujours un réactionnaire et Jean-Paul Lecoq, un éternel vassal de son parti. De toutes façons, le résultat de ces élections n'influeront en rien sur la vie quotidienne des travailleurs. Et ce ne sont pas les bouts de peinture tracées à la va-vite sur la chaussée au titre de « pistes cyclables » qui nous feront changer d'avis. Ripoliner la chaussée n'enlève pas le danger. Ripoliner la politique ne change rien à l'exploitation des travailleurs. Agir directement, sans intermédiaire reste la seule option pour changer le monde sans prendre le pouvoir.

Micka (Groupe libertaire Jules Durand)



Démystifier les malentendus courants à propos de l'action directe

L'action directe – c'est-à-dire tout type d'action qui va au-delà des canaux établis pour atteindre directement vos objectifs – a un héritage long et riche en Amérique du Nord. Malgré cela, il existe de nombreux malentendus à ce sujet, en partie à cause de la façon dont il a été déformé dans les médias d'entreprise.

1. L'action directe est le terrorisme.

Le terrorisme est conçu pour intimider et ainsi paralyser les gens. L'action directe, elle, cherche à inspirer et donc à motiver les gens, à leur montrer le pouvoir que nous avons en tant qu'individus pour atteindre nos objectifs par et pour nous-mêmes. Alors que le terrorisme est le domaine spécialisé d'une classe qui cherche à s'emparer du pouvoir pour lui-même, l'action directe montre des possibilités dont les autres peuvent profiter, permettant aux gens de prendre le contrôle de leur propre vie. Dans le pire des cas, une certaine action directe peut entraver les activités d'une société ou d'une institution que les militants perçoivent comme faisant une injustice; mais ce n'est qu'une forme de désobéissance civile, pas de terrorisme.

2. L'action directe est violente.

Dire qu'il est violent de détruire la machinerie d'un abattoir ou de briser la fenêtre d'un parti politique qui promeut la guerre, c'est donner la priorité à la propriété sur la vie humaine et animale. Cette objection valide subtilement la violence contre les êtres vivants en accordant toute son attention aux droits de propriété et non à d'autres faits fondamentaux.

3. L'action directe n'est pas une expression politique mais une activité criminelle.

Malheureusement, le fait qu'une action soit légale ou non n'est pas une bonne mesure de son caractère équitable ou non. Les lois de Jim Crow étaient des lois après tout. S'opposer à une action simplement parce qu'elle est illégale évite la question la plus importante de savoir si elle est éthique ou non. Faire valoir que nous devons toujours obéir aux lois, même si nous considérons qu'elles ne sont pas éthiques ou impliquent des conditions contraires à l'éthique, c'est croire que les positions arbitraires du système juridique ont une plus grande autorité morale que notre propre conscience et cela nous rend complices face à l'injustice. Lorsque les lois protègent l'injustice, les activités illégales ne sont pas des vices et l'obéissance docile à la loi n'est pas une vertu.

4. Une action directe n'est pas nécessaire là où les gens ont la liberté d'expression.

Dans une société dominée par les médias d'entreprise avec une vision tunnel croissante, il est presque impossible d'engager un dialogue public sur une question à moins qu'il ne se passe quelque chose qui attire l'attention sur elle. Dans ces conditions, l'action directe peut être un moyen de promouvoir la liberté d'expression plutôt que de l'écraser. De même, lorsque des personnes qui s'opposeraient autrement à une injustice l'acceptent maintenant comme inévitable; il ne suffit pas d'en parler, il faut démontrer qu'il est possible de faire quelque chose.

5. L'action directe vous isole.

Au contraire, de nombreuses personnes qui se sentent isolées par la politique partisane traditionnelle se sentent inspirées et motivées par l'action directe. Différentes personnes ressentent différentes approches appropriées; un mouvement qui cherche à être inclusif doit offrir un large éventail d'options. Parfois, les gens qui partagent les objectifs de ceux qui agissent directement tout en s'opposant à leurs moyens, dépensent toute leur énergie à discréditer une action qui a été réalisée. Ce faisant, ils arrachent la défaite aux mâchoires de la victoire: il vaudrait mieux en profiter pour concentrer toute leur attention sur les questions sur lesquelles l'action tentait d'attirer l'attention.

6. Les personnes qui pratiquent l'action directe devraient plutôt travailler par des voies politiques établies.

De nombreuses personnes qui pratiquent l'action directe travaillent également au sein du système. Un engagement à utiliser tous les moyens institutionnels pour résoudre les problèmes n'exclut pas nécessairement un engagement égal à aller de l'avant lorsque les canaux institutionnels ne peuvent pas faire face.

7. L'action directe est exclusive.

Certaines formes d'action directe ne sont pas ouvertes à tous, mais cela ne signifie pas nécessairement qu'elles ne valent rien. Nous avons tous des préférences et des capacités différentes, et nous devons agir en conséquence. La question importante est de savoir comment les différentes approches des individus ou des groupes qui partagent les mêmes objectifs à long terme peuvent être intégrées de manière à pouvoir se compléter.

8. L'action directe implique la lâcheté.

Cette accusation vient presque toujours de personnes qui ont le privilège de parler et d'agir publiquement sans crainte de répercussions; ou ce qui est pareil, de ceux qui ont le pouvoir dans cette société et de ceux qui acceptent docilement votre pouvoir. La Résistance française aurait-elle dû faire preuve de courage et de responsabilité face à l'invasion de l'armée nazie en plein jour, se condamnant à la défaite? Donc, dans un pays de plus en plus terrorisé par la police et la surveillance fédérale de pratiquement tout le monde, il n'est pas surprenant que ces dissidents veuillent protéger leur vie privée.

9. L'action directe n'est pratiquée que par les étudiants universitaires / les enfants riches privilégiés / les pauvres désespérés / etc.

Cette allégation est presque toujours faite sans référence à des faits spécifiques, tels que la calomnie. En fait, l'action directe est et a toujours été pratiquée de diverses manières par des personnes d'horizons différents. La seule exception possible pourrait être les membres des classes les plus riches et les plus puissantes qui n'ont pas besoin de pratiquer une quelconque action illégale ou controversée; car, comme par coïncidence, les canaux politiques établis correspondent parfaitement à leurs besoins.

10. L'action directe est l'œuvre de provocateurs.

C'est une autre spéculation qui se fait normalement à distance, sans preuves concrètes. L'allégation selon laquelle l'action directe est toujours l'œuvre de provocateurs de la police ne donne pas le pouvoir: elle exclut la possibilité que des militants puissent faire quelque chose comme ça pour eux-mêmes, surestimant le pouvoir du renseignement policier et renforçant l'illusion que l'État est omniprésent. De même, il exclut à l'avance la valeur et le fait de la diversité des tactiques. Si les gens se sentent en droit de prétendre que toute tactique qu'ils n'approuvent pas est une provocation policière, cela ferme la possibilité d'un dialogue constructif sur les tactiques appropriées.

11. L'action directe est dangereuse et peut avoir des répercussions négatives pour les autres.

L'action directe peut être dangereuse dans des climats politiques répressifs et il est important que ceux qui la pratiquent fassent des efforts pour ne pas mettre les autres en danger. Ce n'est pas nécessairement une objection contre cela, de toute façon – au contraire, quand il devient dangereux d'agir en dehors des canaux politiques établis, il devient plus important de le faire. Les autorités peuvent utiliser l'action directe comme excuse pour terroriser les innocents, comme Hitler l'a fait quand le Reichstag a été incendié, mais ce sont les personnes au pouvoir qui doivent répondre des injustices qu'elles commettent en le faisant, pas celles qui se sont opposées à elles. De même, bien que ceux qui pratiquent l'action directe soient en fait à risque, face à une injustice insupportable, il peut être plus dangereux et irresponsable de laisser faire et de ne pas apporter de réponse.

12. L'action directe n'aboutit à rien.

Chaque mouvement politique efficace à travers l'histoire, de la lutte pour la journée de huit heures à l'occupation des usines en 1936 en France, a utilisé une certaine forme d'action directe. L'action directe peut être un complément aux autres formes d'action politique de différentes manières. Si ce n'est pour une autre raison, cela sert à souligner la nécessité de réformes institutionnelles, donnant à ceux qui les poussent plus de leviers pour négocier. Mais vous pouvez aller au-delà de ce rôle de soutien pour suggérer la possibilité d'une manière complètement différente d'organiser la vie humaine, dans laquelle le pouvoir est réparti équitablement et les gens ont une voix égale directement sur toutes les questions qui les concernent.

La question de la délégation

Dans une perspective libertaire, le changement social et le changement individuel doivent être systématiquement accompagnés. Et la question de la délégation est au centre pour vivre dès aujourd'hui un avenir possible.

L'anarchiste Gustav Landauer a écrit: «L'État n'est pas quelque chose qui peut être détruit par une révolution; c'est une condition, une relation entre les êtres humains, une manière de se comporter. Il peut être détruit en contractant d'autres relations, en se comportant différemment. »

Cet avertissement, qui n'exclut nullement la nécessité d'une révolte sociale radicale, repose directement sur une série de responsabilités. Surtout, ne pas fuir le devoir, si nous voulons vraiment changer ce qui existe, assumer dans nos relations quotidiennes une posture différente et plus cohérente, qui réalise les principes et les rêves que nous cultivons. Trop de révolutions dans l'histoire ont tenté de fonder un nouveau monde, puis de se matérialiser rapidement en systèmes oppressifs au moins aussi mauvais que ceux qu'ils avaient l'intention de remplacer.

Il me semble incontestable que, dans une perspective libertaire, le changement social et le changement individuel doivent aller de pair. Par conséquent, l'avertissement de Landauer nous oblige à penser à une manière différente d'être avec les autres, à une vision plus complexe et

dynamique du processus de changement, à projeter un monde différent, le vivant ici et maintenant, sans attendre les vertus cathartiques qui caractérisent la révolution comme un événement. Comme Alexander Herzen l'a déclaré: « Une extrémité infiniment éloignée n'est pas en fait une fin, c'est une illusion. »

La responsabilité est sans aucun doute un mot clé si ces prémisses sont acceptées. Être responsable signifie assumer tout le contenu qu'offre le mot, cela signifie récupérer les différentes significations que la responsabilité implique: répondre (engagement et promesse, garantie), rem-ponderare (capacité à évaluer, méditer), responsare (résister, contraster), recipere (responsabilité sans faute, gestion des risques sociaux, attention à la protection de la victime). Toutes ces significations conduisent, comme on peut le voir, à l'intersubjectivité et à la réciprocité.

L'éthique de la responsabilité va au-delà du simple respect (laisser l'autre être), elle répond qu'elle a une valeur active. Dans une perspective libertaire c'est un transfert continu, une recherche d'un équilibre jamais définitif, entre l'éthique fondée sur la conviction (respect des principes) et l'éthique de la responsabilité (conscient des conséquences).

Mais la délégation est (parfois) inévitable

Agir de manière responsable signifie donc, comme l'a répété Paul Goodman, «tirer la limite»: ne pas franchir des niveaux d'engagement inacceptables (savoir dire non, je ne suis pas d'accord, je désobéis), mais aussi reconnaître une limite objective, insurmontable ici et maintenant (ce qui ne signifie pas pour toujours). Cela signifie pratiquement ne pas se reconnaître dans celui qui assume la limite de manière traditionaliste mais pas non plus dans celui qui la nie au nom de la permissivité. Les deux perspectives placent la limite dans le même sac, ne se distinguent pas. Cependant, ce sont deux types de limites qualitativement très différentes l'une de l'autre: l'une que nous pouvons définir comme agressive, l'autre comme défensive. Nous fixons des limites agressives aux autres (avec l'excuse ou la motivation pour les protéger), elles sont imposées, elles ne peuvent être justifiées sous prétexte de légitime défense, elles concernent les relations de domination et non la loi (justice). Des limites défensives sont choisies, et nous les fixons pour nous défendre, pour nous protéger de l'usurpation de quiconque (défense légitime); ils ne contredisent pas l'égalité des droits. En effet, la protection ne doit pas conduire à une restriction des droits mais à suggérer et proposer des moyens complémentaires de prévention. Responsabilité, limite, parole et concepts importants pour ceux qui veulent changer eux-mêmes et le monde. La protection ne devrait pas conduire à une restriction des droits mais suggérer et proposer des moyens de prévention supplémentaires. Responsabilité, limite, parole et concepts importants pour ceux qui veulent changer eux-mêmes et le monde.

La fuite de responsabilité principale et la plus pratiquée passe par l'exercice systématique de la délégation. Déléguer sa propre responsabilité, c'est avant tout confier à autrui son propre droit de décider, c'est-à-dire d'abdiquer sa propre autonomie. Par une délégation systématique, la société finit par priver les individus qui la composent de leur propre liberté et, surtout, de leur propre autonomie. La délégation est nuisible et aliénante car elle systématise un processus de privation, d'abdication, de démission et de fuite de responsabilité. Elle est nourrie non seulement par des mécanismes évidents de domination et de pouvoir (pouvoir de faire) mais aussi par des coutumes et des habitudes qui deviennent partie intégrante de sa propre personnalité.

La délégation est (parfois) inévitable même d'un point de vue libertaire, mais cette fonction doit être éteinte aux fins du mandat spécifique autour duquel elle a parfois été pensée et exécutée. Surtout, elle doit se matérialiser sans pouvoir générer aucun privilège de position et se terminer immédiatement dans l'horizon exclusif du mandat. Souvent dans notre société, à la fois la responsabilité et le concept de limites ou celui de délégation sont utilisés dans le but de consolider le domaine. Au contraire, nous devons nous réapproprier le sens le plus authentique et le plus profond de ces concepts, qu'aucune société, surtout si elle est libertaire, ne peut ignorer.

Oui, comme l'a dit Aristote …

Être responsable, fixer des limites, déléguer ne sont pas des concepts antithétiques dans une vision anarchiste; ils le sont dans une perspective et une pratique faisant autorité. Les trois éléments qui constituent une position libertaire ne peuvent être séparés, ils ne doivent pas être séparés mais maintenus en relation étroite. Le même travail important de clarification est effectué autour du concept de participation. Jamais comme maintenant on ne nous demande si souvent de participer sous n'importe quel angle et aspect de la vie sociale.

Mais qu'est-ce que ça veut dire? À quoi devrions-nous participer? Comment et de quelle manière? Que comprenez-vous, ou mieux comprenez-vous, la participation? Savons-nous vraiment ce que signifie ce verbe? Participer à ces options que la société nous demande, en fait, peut en fait signifier interpréter une partie d'un script écrit et dirigé par d'autres, valoriser et accepter une donnée factuellement définie et justifiée comme inévitable et non modifiable. La participation aujourd'hui est avant tout un mécanisme dont l'objectif est d'amener le plus de personnes possible dans votre domaine au profit d'une entreprise ou d'une décision préalablement prise. Mais si cela est vrai (il ne manque évidemment pas d'exemples), il ne s'agit pas de renoncer à ce concept mais de le revalo-

riser dans un sens plus authentique et original.

Dénoncer une forme de participation illusoire signifie, de manière cohérente, clarifier la nature la plus authentique et positive d'un point de vue libertaire. Si, comme l'a dit Aristote (et pas seulement lui), nous sommes (aussi) des animaux politiques (habitants de la polis) et parce que nous nous réalisons en tant qu'humains dans la mesure où nous discutons avec les autres des conditions de notre vie en commun. Cette pratique de division sociale ne peut être épuisée sous un aspect (par exemple, le vote) mais doit être une réalité continue et systématique, pratiquée et systématiquement praticable, tant qu'elle devient une coutume (ethos). Participer signifie participer, mais aussi contribuer et bénéficier. Participer diffère de faire partie: le premier est une manière de participer choisie et limitée à l'objet choisi.

Participer, c'est aussi contribuer, un concept qui n'est pas contenu dans ce qui précède: je peux participer à une conférence sans participer activement (contribuer). Cet aspect montre une dynamique interactive, qui permet au contributeur d'être activement et continuellement intégré dans une histoire commune. Avantage signifie pouvoir utiliser et contrôler les biens communs, pouvoir être une partie active non seulement de la création mais aussi de l'utilisation des ressources qui ont été créées ensemble. Comme on peut le voir, il existe de multiples significations attribuables au terme participer qui, dans une perspective libertaire, vont de pair et sont étroitement et inextricablement liées aux autres concepts exposées ci-dessus.

La position anarchiste dans une société non anarchiste ne peut, à mon avis, se passer de se remettre continuellement en question sur certains sujets, et surtout elle ne peut se dispenser de vivre ici et maintenant différentes formes de relations.

Ces pratiques sont les seules possibilités dont nous disposons pour préfigurer un monde différent de chacun de nous par rapport aux autres.

Francesco Codello

Pas de vente d'armement pas de fripouilles financées

Avec l'affaire de Karachi, nous constatons une fois de plus que la justice est bien plus rapide à statuer sur les petits délits de citoyens lambda que sur les affaires touchant la classe politique et des proches de chefs d'Etat (Karachi, dossier Bygmalion entre autres). Il aura fallu 25 ans pour que des dirigeants politiques corrompus soient punis de peine d'emprisonnement. Nous le redisons, la société est bien plus clémente avec la délinquance financière qu'avec celle des petites gens. En ce qui concerne l'affaire de Karachi, au-delà de la corruption avérée de politiciens proches d'un favori à une élection présidentielle, c'est l'éthique qui est quasi absente des prétoires. Car ce sont des ventes d'armement dont il est question avec à la clef un attentat meurtrier dont une mesure de rétorsion semble fort probable suite à l'arrêt du versement de commissions par Jacques Chirac. Les contrats d'armement de 1994 ont donné lieu à des rétro-commissions pour des sous-marins au Pakistan et des frégates à l'Arabie Saoudite, deux pays peu fiables sur le plan des droits de l'homme, et c'est un euphémisme.

Des politiciens, se sentant certainement intouchables, financent des campagnes électorales, s'enrichissent personnellement au passage; il est vrai que toute peine mérite salaire ! Parallèlement, on sent une justice frileuse au mieux, erratique et qui subit toutes sortes de pression pour éviter que le scandale n'éclabousse de hauts dirigeants. Si l'on comptabilisait le nombre de politiciens corrompus ou ayant trempé dans des histoires salaces, on arriverait facilement à un dossier aussi épais que celui concernant la police hors la loi de Maurice Rajfus (décédé il y a peu et qui a honoré de sa présence une réunion publique du groupe libertaire Jules Durand à Franklin, au Havre).

La morale de ces corrompus, c'est l'argent facile, peu importe si des gens meurent si on leur a vendu des armes. Et la politique vient sanctifier ces actes de pas vus pas pris. Seuls quelques-uns seront pris la main dans le pot de confiture et serviront de fusibles à une société au final peu regardante.

Pendant ce temps, les militaires prêchent pour leur paroisse. L'Europe serait cernée par « la militarisation sans complexe du monde » selon le général Thierry Burhard. Et, va-t-en guerre, le général prétend qu'il faut « endurcir l'armée de terre ». L'armée pleure à nouveau misère en France. Pas assez de ceci, pas assez de cela. On est à la traîne pour les drones, les satellites, l'information… comme si nous ne dépensions pas suffisamment d'argent dans des armements qui deviennent obsolètes et se dévaluent très rapidement. Par contre les industriels de l'armement empochent des sommes rondelettes. Et les médias dont ils sont propriétaires renchérissent leurs besoins pour assurer « la sécurité » des citoyens. La solution, ce n'est pas plus d'armée mais plus d'armée du tout.

Et injecter enfin les fonds précédemment utilisés dans l'armement pour des œuvres socialement utiles, pour de meilleurs services publics autogérés, pour que la jeunesse ait enfin un horizon dégagé pour un autre futur ; pour que nos aînés vieillissent dans de meilleures conditions, que le montant des retraites permettent de vivre dignement…

Ce qu'il faudrait, c'est au contraire éduquer le monde des travailleurs afin qu'il connaisse les sources et les maux de son malheur. Qu'il étudie le rôle de l'armée et de la police au service de l'Etat pour asservir ceux qui produisent les richesses. On sait le rôle de l'armée pour contrôler par exemple les gisements d'uranium en Afrique et on ferait bien de ne pas oublier que l'armée a souvent tiré sur les grévistes et remplacé ces derniers à de multiples occasions dans l'histoire. Alors, pas un rond pour l'armée. Des sous pour l'éducation et la santé ! Et puis, sans vente d'armement, pas de magouilles possibles pour financer les fripouilles.

Patoche (GLJD)

L'anarchisme est également un antidote à l'uniformité.

Entre beaucoup d'autres choses, l'anarchisme est également un antidote à l'uniformité. Promouvoir et défendre les différences, à condition qu'elles n'impliquent pas les inégalités, bien sûr.

Si l'anarchisme valorise la diversité, il ne peut pas nous surprendre qu'il soit pluriel, divers, polymorphe, et c'est à tel point qu'il est beaucoup plus approprié de parler d ' « anarchistes » que d'anarchisme. Du communisme anarchiste, à l'individualisme, de l'insurrectionnalisme, au féminisme anarcha, en passant par le néo anarchisme et le post anarchisme entre autres … c'est la luxuriante diversité de l'anarchisme.

Cette diversité est parfois considérée comme un fléau et une carence, et certains secteurs tentent d'unifier l'anarchisme. Mais, j'ai déjà dit que cela milite contre l'uniformité, donc, pour ma part, je souhaite que les tentatives d'unification ne réussissent jamais.

Cependant, cette diversité rend pratiquement impossible d'offrir en quelques minutes un aperçu de l'anarchisme. Je ne parlerai donc ici que d'une de ses dimensions, dimension qui me paraît fondamentale, et que, si elle pèse plus dans certaines tendances que dans d'autres, elle les caractérise finalement toutes.

C'est la composante existentielle de l'anarchisme, sa composante expérientielle, c'est-à-dire, d'une part, l'anarchisme comme soulèvement spontané de la vie contre la domination, et d'autre part, comme une conformation de sa propre existence contre la domination.

La révolte, la rébellion, sont souvent associées à l'anarchisme. Née des viscères, situés près de la surface, cette révolte irrépressible contre l'autorité et l'injustice a conduit à parler d'anarchisme éclairant magnétique, GRAPHIQUE rebelles mais révolutionnaires naïfs. Des combattants qui parlent de leur sensibilité plutôt que de leur rationalité politique.

Avec laquelle, l'anarchisme serait « une manière d'être », une expérience vitale, un engagement existentiel et éthique, plutôt qu'une doctrine soigneusement définie, et cela expliquerait pourquoi l'anarchisme est beaucoup plus réceptif aux appels à la révolte qu'à projets de révolution.

Le simple fait qu'une personne puisse être dite « anarchiste sans le savoir », ce qui n'est pas rare, indique également que l'anarchisme est une manière d'être au monde, de se comporter, de réagir, de ressentir.

Bref, une option existentielle et une éthique singulière, qui peuvent se manifester même sans références directes à un corpus théorique, à une tradition de luttes, à des pratiques militantes et à une identité politique assumée comme telle.

De plus, l'insistance anarchiste sur le lien étroit entre des choix des tactiques et des choix de vie, présente également un dispositif comme l' anarchisme Fusi sur la politique.

Si les principes théoriques de l'anarchisme coïncident si étroitement avec la manière dont les anarchistes » mènent leur propre existence « , c'est parce qu'au niveau théorique l'anarchisme procède à une critique radicale de la domination, alors que sur le plan existentiel, il s'avère que la vie quotidienne étant saturée de dispositifs de domination, ceux-ci suscitent l'expression pratique de cette critique, sa manifestation dans la pratique.

En outre, lorsque l'horizon de l' antagonisme politique au – delà de ce qui est économique et est étendue à tous les domaines strictement où la domination est exercée, sont alors tous les aspects de la vie quotidienne qui deviennent l' objet de cet antagonisme. Et ce qui prend forme à ce moment-là, c'est une nouvelle relation entre la vie et la politique qui cesse d'occuper des espaces séparés à ce moment-là.

Enfin, il s'avère que l'ethos libertaire est aussi, en soi, une forme de lutte.

Au début du siècle dernier, Gustav Landauer écrivait: « L'anarchisme n'est pas une affaire d'avenir, mais du présent, il ne s'agit pas d'exigences, mais de vie », soulignant ainsi l'importance de la dimension existentielle. Il y a quelque temps, pour souligner sa fragilité et ses contradictions, j'ai pu écrire que l'anarchisme « est conjugué à l'imparfait». Aujourd'hui, à la suite de Landauer, mais, surtout aux nouvelles générations d'anarchistes, je voudrais ajouter que l'anarchisme «est conjugué au présent ».

En effet, cette composante existentielle de l'anarchisme pousse les nouvelles générations anarchistes à créer les conditions idéales pour pouvoir vivre, « à partir d'aujourd'hui », et sans attendre un hypothétique changement révolutionnaire, au plus près des valeurs qu'un tel changement devrait promouvoir le cas échéant.

Or, soumettre que les êtres humains ne sont pas les seuls effets des dispositifs de domination; se déroulent toujours aussi, « des mécanismes de subjectivisation des gens ». Ils façonnent leur imagination, leurs désirs et leur façon de penser pour qu'ils répondent, librement et spontanément, comme les puissants s'y attendent. Dans la mesure où le capitalisme nous soumet, aussi, par les multiples satisfactions qu'il nous offre, il s'agit de modifier nos désirs pour que le capitalisme cesse d'être un système capable de les satisfaire.

Cependant, nous ne pouvons changer nos désirs que si nous changeons le mode de vie qui les produit. D' où l'importance de créer des formes de lutte en vue de développer « des pratiques de de subjectivisation » .

C'est pourquoi il y a, dans les médias que j'ai appelés « néo-anarchistes », la volonté de transformer, « d'inventer en dehors des matrices qui les ont façonnées », de chercher dans le tissu relationnel, dans les pratiques collectives et dans les luttes communes, les bons outils pour mener à bien l'autonomie et le travail indépendant.

Murray Bookchin a établi au milieu des années nonante la fameuse dichotomie entre « l' anarchisme social » et l' anarchisme « mode de vie » . Si l'anarchisme crée un problème pour le système, c'est en partie parce que son côté existentiel offre une résistance ferme, non seulement contre ses intimidations répressives, mais surtout contre ses manœuvres de séduction et d'intégration.

Adopter un style de vie antagoniste qui favorise le refus d'assumer les normes et les valeurs du système établi constitue une forme de lutte qui sape radicalement leurs prétentions à exercer « la logique et le comportement hégémoniques de l' idéologie dominante » dont elle a besoin pour son propre fonctionnement.

En bref, la composante existentielle est si importante dans l'anarchisme que renoncer à cette composante est, dans une large mesure, renoncer à l' anarchisme lui-même .

Tomás Ibáñez

L'anarchie est la plus haute expression de l'ordre

Le mot ANARCHIE vient du grec et est composé de la particule exclusive a et arche, commandement, pouvoir, autorité. Etymologiquement, le mot ANARCHIE, qui devrait être écrit anarchie, signifie l'état d'un peuple, ou plus exactement, d'un environnement social sans gouvernement.

En tant qu'idéal social et en tant que réalisation effective, ANARQUÍA signifie un mode de vie dans lequel l'individu, libre de toute contrainte légale et collective qui a une force publique à son service, n'aura pas d'autres obligations que celles imposées par sa propre conscience. Il aura donc la faculté de se livrer aux inspirations réflexives de son initiative personnelle. Vous aurez le droit d'essayer toutes les expériences qui vous semblent souhaitables ou fructueuses; il acceptera librement tous les contrats qui le lient à ses pairs, toujours temporaires et révocables; et ne pas vouloir faire souffrir l'autorité de quelqu'un d'autre, qui qu'il soit. Ainsi, souverain propriétaire de lui-même, de la direction qu'il donne à sa vie, de l'usage qu'il fait de ses facultés, de ses connaissances, de son activité productive, de ses relations sympathiques…

Ce mode de vie implique un régime social d'où toutes les idées de salaires et de salariés, de capitalistes et de prolétaires, de maîtres et de domestiques, de dirigeants et de gouvernés, sont bannies, en fait et en droit.

Il est expliqué que, ainsi défini, le mot ANARCHIE a, au fil du temps, été insidieusement dévié de sa signification exacte; qu'il a été pris dans le sens de «désordre», et que dans la plupart des dictionnaires et encyclopédies, seul ce

sens est mentionné ; le désordre et ses synonymes: chaos, désordre, confusion, etc.

À l'exception des anarchistes, tous les philosophes, moralistes et sociologues, y compris les théoriciens de la démocratie et les doctrinaires du socialisme, affirment que sans gouvernement, sans législation, sans force répressive garantissant le respect de la loi et punissant toute infraction à celle-ci, il y a, il ne peut y avoir que désordre et criminalité.

Maintenant bien. Ne sont-ils pas conscients, moralistes et philosophes, hommes d'État et sociologues, de l'affreux désordre qui règne partout, malgré l'autorité qui régit et la loi qui réprime? Ces gens sont-ils dans un sens critique et dans un esprit d'observation qu'ils ne remarquent pas que plus la réglementation augmente, plus les mailles de la législation se resserrent et le champ de la répression s'élargit, plus le degré d'immoralité est grand? Laissant la place aux crimes, à la manipulation, et aux pires pratiques.

Il est impossible pour ces théoriciens de l' »Ordre » et ces professeurs de « Moralité » de confondre sérieusement et honnêtement ce qu'ils appellent « l'Ordre » avec les atrocités, les horreurs et les monstruosités dont le spectacle scandaleux met l'observation quotidienne sous nos yeux.

Et, s'il y a des degrés dans l'impossible, encore plus est l'impossibilité que ces sages « médecins » recourent à la vertu de l'Autorité et à la force de la Loi pour atténuer et faire disparaître a fortiori toutes ces infamies.

Une telle affirmation serait une pure folie.

La loi n'a qu'un seul objectif: justifier d'abord puis sanctionner toutes les usurpations et iniquités sur lesquelles repose ce que les bénéficiaires de ces iniquités et usurpations appellent «ordre social». Les détenteurs de richesses ont cristallisé dans la loi la légitimité originelle de sa forme; les détenteurs du pouvoir ont élevé à la catégorie des principes immuables et sacrés le respect dû aux foules privilégiées, à la Puissance et à la majesté avec lesquelles ils sont auréolés. Il est possible d'examiner en profondeur tous les monuments de l'hypocrisie et de la violence que sont les Codes, tous les Codes: aucune disposition ne sera trouvée en faveur de ces deux faits de nature historique et circonstancielle qu'elle est destinée à transformer en faits, d'ordre naturel et fatal.

Autorité. Je cède aux hypocrites officiels et aux professionnels du charlatanisme bourgeois tout ce qui se réfère à la « morale » dans la législation, puisque ce n'est pas, et ce ne peut pas être, dans un état social fondé sur l'autorité et la propriété, plus que l'humble serviteur et le complice éhonté des premiers et des seconds.

Concernant le mot ANARCHIE, pris dans le sens du chaos, nous trouvons commode de transcrire ces magnifiques mots de Kropotkine:

» Dans quel ordre est-il? Est-ce de l'harmonie avec laquelle nous, anarchistes, rêvons? De l'harmonie qui s'établira librement dans les relations humaines lorsque l'humanité cessera d'être divisée en deux classes, dont l'une est sacrifiée au profit de l'autre? De l'harmonie qui naîtra spontanément de la solidarité des intérêts, quand tous les hommes forment une seule famille, quand chacun travaille pour le bien-être de tous et tous pour le bien-être de chacun? Bien sûr que non! Ceux qui accusent l'ANARCHIE d'être la négation de l'Ordre ne parlent pas de cette harmonie du futur; ils parlent de l'ordre tel qu'il est conçu dans notre société actuelle. Voyons donc ce que cet « Ordre » est que l'ANARCHIE veut détruire.

«L'Ordre d'aujourd'hui, ce que l'on entend par« Ordre », c'est que les neuf dixièmes de l'humanité travaillent pour fournir le luxe, les joies et la satisfaction des passions les plus exécrables à une poignée de gens paresseux. L'ordre de privation, pour ces neuf dixièmes, de tout ce qui est une condition nécessaire à une vie hygiénique, à un développement rationnel des qualités intellectuelles. Réduire à neuf dixièmes d'humanité pour vivre un jour, comme des bêtes de somme, sans jamais oser penser aux joies procurées à l'homme par l'étude des sciences, par la création artistique: voilà « l'Ordre »! »

«L'ordre est misère, la faim est devenue un état normal de la société. C'est le paysan irlandais affamé; ce sont les Italiens réduits à devoir abandonner leur campagne luxuriante pour parcourir l'Europe à la recherche de tout tunnel à forer, où ils risquent d'être écrasés à mort, après avoir subsisté pendant quelques mois de plus; c'est la terre prise au paysan pour la consacrer à l'élevage ou à la chasse, qui servira de nourriture aux riches; c'est la terre laissée inculte avant de la restituer à ceux qui ne demandent que la culture. »

«L'ordre est la femme qui se vend pour subvenir aux besoins de ses enfants; il est l'enfant réduit à être enfermé dans une usine ou à mourir de faim; c'est le fantôme du travailleur rebelle aux portes des riches, le fantôme du peuple rebelle aux portes des dirigeants ».

« L'Ordre est une minuscule minorité élevée aux sièges du gouvernement, qui est imposée, pour cette raison, à la majorité, et qui forme leurs enfants à exercer plus tard les mêmes fonctions, afin de maintenir les mêmes privilèges par la ruse, corruption, force et meurtre ».

«L'ordre est une guerre continue d'homme à homme, de bureau en bureau, de classe en classe, de nation en nation; c'est le canon qui ne cesse de gronder; c'est la dévastation de la campagne, le sacrifice de générations entières sur les champs de bataille, la destruction en un an des richesses accumulées pendant des siècles de dur labeur. »

«L'ordre est la servitude, la chaîne de pensée, l'avilissement de la race humaine, soumis au fer et au fouet; c'est la mort subite par le grisou, la mort lente par le naufrage, qui fait que des milliers de mineurs périssent, enterrés et détruits, victimes de la cupidité des patrons chaque année; c'est la poursuite, la baïonnette prête, de ceux qui osent se plaindre. Voici l'Ordre! ».

Et pour donner plus de force à sa pensée, Kropotkine continue en ces termes:

« Et le chaos, ce qu'ils appellent habituellement le chaos, est le soulèvement du peuple contre cet ordre ignoble, brisant ses chaînes, détruisant ses obstacles et allant vers un avenir meilleur; c'est la chose la plus glorieuse que l'humanité ait dans son histoire; c'est la rébellion de la pensée à la veille des révolutions; c'est le renversement des hypothèses sanctionnées par l'immobilité des siècles précédents; c'est l'apparition de tout un flot d'idées nouvelles, d'inventions audacieuses; c'est la solution aux problèmes de la science ».

«Le chaos est l'abolition de l'esclavage ancien; c'est l'insurrection des municipalités, l'abolition de la servitude féodale, les tentatives d'abolir la servitude économique ».

« Le chaos est l'insurrection des paysans révoltés contre les prêtres et les seigneurs, brûlant les châteaux pour faire place aux cabines, laissant leurs tanières prendre place au soleil. »

«Le chaos, ce qu'ils appellent le chaos, sont les moments où des générations entières endurent une lutte incessante et se sacrifient pour préparer l'humanité à une meilleure existence, la libérant des servitudes du passé. Ce sont les moments où le génie populaire prend son essor et prend, en quelques années, des pas gigantesques, sans lesquels l'homme resterait à l'état d'esclave antique, de ramper, d'animal avilissant dans la misère ».

«Le chaos est la naissance des plus belles passions et des plus grandes abnégations; c'est l'épopée de l'amour suprême pour l'humanité ».

PS : si l'ordre, c'est de connaître en France neuf millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté et des centaines de millions de par le monde, alors nous ne sommes pas pour l'ordre. Si l'ordre, ce sont les sans-abris, les enfants qui n'ont pas accès à l'éducation, les personnes qui sont sous-alimentées, alors nous ne sommes pas pour l'ordre. Si l'ordre, c'est de comptabiliser des millions de chômeurs, des millions de gens sans couverture sociale, alors nous ne sommes pas pour l'ordre. Si l'ordre, c'est le fait de risquer sa vie pour la gagner, c'est être soumis à une caste bureaucratique, aux capitalistes, au parti unique, aux chefs, aux actionnaires, aux spéculateurs…alors cet ordre-là, on n'en veut pas ! Si l'ordre, c'est de considérer celui qui n'a pas la même couleur de peau comme un être inférieur, si l'ordre c'est de considérer la femme comme inférieure, nous ne sommes pas pour l'ordre. Les libertaires sont pour l'égalité économique et sociale, pour que tous les êtres dans leur différence aient les mêmes droits. L'harmonie est notre ordre. Patoche (GLJD)

New-York, 17 White St. 9 Juin, 1858 1re Année, N°1

LE LIBERTAIRE

Journal du Mouvement Social

Paraissant à intervalles irréguliers, une fois par mois au moins.

Le 9 juin 1858, à New York (USA). Joseph Dejacque fait paraître le premier numéro du journal "Le Libertaire, journal du mouvement social". Le 27ème et dernier numéro paraîtra en Amérique en février 1861, peu avant le retour de Dejacque en France, mais le titre du journal ne sera pas oublié. Il sera repris en France le 16 novembre 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel avant de conquérir le monde, et d'être décliné dans de multiples langues.
"Le Libertaire n'a de patrie que la patrie universelle. Il est l'ennemi des bornes : bornes-frontières des nations, propriété d'Etat ; bornes-frontières des champs, des maisons, des ateliers, propriété particulière ; bornes-frontières de la famille, propriété maritale et paternelle. Pour lui, l'Humanité est un seul et même corps dont tous les membres ont un même et égal droit à leur libre et entier développement, qu'il soient les fils d'un continent ou d'un autre, qu'ils appartiennent à l'un ou l'autre sexe, à telle ou telle autre race."
in premier numéro.

La grève des ménagères havraises en 1911

A la fin de l'année 1910, le terme de « vie chère[1] » fait son entrée dans le langage courant en France et renvoie à l'inflation du coût de la vie propre aux années 1910-1914 dont le prolétariat est la première victime et notamment pour les années 1910 (deuxième semestre) et 1911 (premier semestre).

Au Havre, Cornille Geeroms, alors secrétaire de l'Union des Syndicats du Havre et de la région, est le premier à employer l'expression de « vie chère[2] » dans la presse locale en 1910 et à dénoncer cette augmentation brutale et intolérable pour la classe ouvrière déjà sujette à une trop grande précarité. Dans son article publié dans Vérités en septembre 1910, intitulé « La vie chère », il accable les spéculateurs qui augmentent sans scrupule le prix des denrées alimentaires et incitent les ouvriers à lutter contre « l'influence du commerce et des accapareurs[3]». Il propose alors aux ouvriers l'action directe, dès 1910, afin de contrer les profiteurs qui « spéculent sur la misère[4] ». Aussi, Geeroms exhorte les ouvriers à former des coopératives de production et de consommation, à ne plus dépenser leurs maigres salaires aux cabarets et dans la consommation d'alcool puis, bien sûr, à s'organiser en syndicat pour réclamer une augmentation des salaires supérieure à l'augmentation des denrées.

L'article de Geeroms répond aux propositions du comité confédéral du 30 août 1910 de la C.G.T., qui, réuni afin de lutter intelligemment contre la hausse du coût de la vie, envoie ses directives aux Bourses du Travail et Unions des Syndicats pour organiser des meetings (sans attendre le congrès de Toulouse en octobre[5]) et surtout inviter les ouvriers à faire marcher les coopératives alimentaires et à boycotter certains produits comme le sucre pour influencer le prix des autres produits[6].

En 1910, la hausse du coût de la vie est évaluée à 25%, les foyers ouvriers sont directement touchés par cette réalité dont Geeroms fait écho, réalité couplée par un fort taux de chômage pour ces années. La hausse du prix du pain cristallise les mécontentements[7] et interpelle le consommateur. Les mouvements populaires spontanés ne se manifestent pas tout de suite, c'est d'abord une initiative revendicative émanant des syndicats et des mouvances socialistes[8].

Le coût de la vie et son augmentation est un thème récurrent dans les journaux et notamment dans Vérités, Le Progrès du Havre, La vie ouvrière, La Voix ouvrière, La Bataille syndicaliste ou encore l'Humanité à partir du mois d'août 1910 lorsque les rédacteurs peuvent clairement faire parler les chiffres qui révèlent un contexte de crise. Jean-Marie Flonneau indique dans son article intitulé « La crise de vie chère, 1910-1914 », que les notions de coût de la vie et de pouvoir d'achat apparaissent et se précisent dans les années 1910-1914

En décembre 1910, la rédaction de Vérités publie le tableau suivant, dressé par M. Mesureur, directeur de l'Assistance publique, portant sur le renchérissement des vivres depuis 1906. Ici, les chiffres parlent d'eux-mêmes, il va s'en dire que ces augmentations amputent le budget des familles ouvrières.

Denrées	Augmentation en pourcentage
Pain	15
Bœuf	22
Veau	14
Mouton	25
Porc	27
Beurre	14
Fromage	25
Vin rouge	15
Légumes	15 à 30
Pâtes alimentaires	20
Huile	25
Charcuterie	38
Riz	100
Huile à brûler	33
Savon blanc	50
Café, chocolat	25
Linges, habillements	10
Blanchissage	25
Poisson	50
Pharmacie	10

Il est important de noter que les revenus de l'ouvrier sont essentiellement accaparés par les dépenses alimentaires

1 Nous avons retrouvé ce terme chez Octave Mirbeau dès 1909 dans La Vie intellectuelle, périodique bruxellois du 15 décembre 1909, reproduit par le journaliste José de Bérys. Source : Article de Pierre Michel « Mirbeau et le paysage français en 1909 » publié dans les Cahiers d'Octave Mirbeau, n°2 , 1995 et mis en ligne : http://mirbeau.asso.fr

2 Vérités du 1er septembre 1910

3 Vérités du 1er septembre 1910

4 Vérités du 1er septembre 1910

5 Au congrès de Toulouse, (3-11 octobre 1910) le problème de la hausse du prix des denrées est mis de côté au profit d'autres thèmes et notamment celui du procès de Jules Durand, de la montée de la guerre et des retraites ouvrières.

6 Le Mouvement Social juillet 1970 article de Jean-Marie Flonneau « La crise de vie chère, 1910-1914

7 Le Mouvement Social juillet 1970 article de Jean-Marie Flonneau « La crise de vie chère, 1910-1914

8 Le Mouvement Social juillet 1970 article de Jean-Marie Flonneau « La crise de vie chère, 1910-1914

(70 à 60% du budget) et celles propres au paiement du loyer[9]. Par conséquent, toute fluctuation économique touche l'équilibre des budgets ouvriers, cruellement menacés en période d'inflation, et engage des mouvements de protestation de portée plus ou moins importante.

Le prolétariat souffre de ces augmentations et a conscience que de mauvaises récoltes dues aux aléas climatiques récents ainsi que l'importance des droits de douanes français[10] ne peuvent en aucun cas justifier une hausse des prix aussi spectaculaire et menaçante. Geeroms écrit d'ailleurs à ce propos : « Si le mauvais temps ou les rayons trop ardents du soleil ont anéanti les récoltes ou les ont empêchées d'être productives, ils ne sauraient en aucun cas fixer le taux de la vente, c'est celui qui spécule dessus, ce sont les bandits qu'abrite et couvre le commerce[11] ». Aussi, il est important de relever que cette hausse des prix se manifeste à l'heure où le pouvoir d'achat de l'ouvrier qui travaille bénéficie d'une constante amélioration. En effet, depuis la seconde moitié du XIXème siècle, la condition ouvrière est en progrès : diversification de l'alimentation, amélioration des conditions de vie (lois sociales etc…)[12]. Les enjeux sont par conséquent doublement importants car relatifs dans un premier temps à la survie, pour la majorité des ouvriers de la classe ouvrière, mais aussi à la préservation des acquis.

Avec la hausse du coût des denrées, les besoins vitaux sont touchés, le panier de la ménagère est en danger, les réactions populaires ne tardent alors pas à se faire connaître.

Face à la vie chère qui tend à générer une crise de subsistance, les syndicats et les journaux ont préparé le terrain en 1910, ils ont mobilisé les consciences, mais l'agitation proprement dite se développe réellement à la fin du mois d'août 1911 jusqu'en octobre de la même année. Tout démarre et se précise au sein du bassin métallurgique maubeugeois puis, le mouvement gagne les bassins miniers du Nord et du Pas-de-Calais[13]. Le 18 août, ce sont les ménagères de Ferrière-la-Grande qui prennent d'assaut le marché, « renversent les étalages des marchands récalcitrants et vendent les denrées fixées par elles[14] ». Le mouvement spontané séduit par son succès et atteint Maubeuge dès le 20 août, Hautmont et Avesne le 22 août. Les sabotages de marché commencent à se multiplier comme à Berlaimont le 24 août ou encore à Valenciennes le 26[15] : « A Valenciennes et à Douai, le conflit n'est plus limité aux œufs et au beurre : c'est le prix de toutes les denrées qui est en question[16]. » En outre, les manifestations sont de plus en plus nombreuses et spectaculaires. A Rennes, par exemple, ce sont 6000 ménagères qui se réunissent dans la Halle des Lice (plusieurs attendent dehors) et contraignent les paysans à vendre leurs produits en-dessous du tarif[17]. « Il ne s'agit plus ici de la résistance structurée de consommateurs organisés, mais bien de révoltes emmenées par les ménagères, où l'on saccage les marchés, où l'on pille les chargements des cultivateurs et les étals des commerçants, à moins qu'on n'oblige ces derniers à vendre leurs produits à prix modéré[18]. »

L'effet tâche d'huile du mouvement permet à l'agitation contre la vie chère et ses formes d'action de gagner Le Havre dès septembre 1911.

Au Havre, l'année 1911 reste une année particulière, en effet, le monde ouvrier est profondément marqué par l'affaire Durand et par l'importante vague de grèves offensives qui paralyse la ville industrialo-portuaire mais se soldent en grande majorité par des échecs. Aussi, le chômage fait rage en particulier dans le monde ouvrier et élève les tensions sociales car il rime encore en 1911, avec famine et misère.

Relayée par la presse locale, comme par exemple le Journal du Havre, l'agitation des ménagères des régions voisines alerte les ménagères havraises dont le mouvement de révolte est impulsé par l'Union des Syndicats du Havre et de la Région.

Le terme « ménagère » est employé par les recenseurs au XIXème siècle pour désigner les femmes qui n'ont pas de travail salarié[19]. Selon Proudhon[20], qui bénéficie d'une large audience au sein des milieux populaires, les femmes ne peuvent être que « ménagères ou courtisanes ». Les ménagères demeurent le pilier de la cellule familiale ouvrière : entretien du ménage, confection des repas, soins aux enfants, mais aussi couture et lavage pour les autres[21]. Epouses légitimes ou pas, le rôle des ménagères relève de la véritable gageure, car la classe ouvrière subsiste au sein

9 PERROT Michèle, Les ouvriers en grève, Vienne, Mouton and co and Ecole pratique des Hautes Etudes, tomes I et II, 1974, 889 pages. Chapitre I de la seconde partie du Tome I « L'ouvrier consommateur

10 Explications données par les économistes et le gouvernement afin de justifier cette inflation.

11 Vérités du 1er septembre 1910 – En 1910, les terres françaises et européennes souffrent de violentes précipitations. En janvier d'ailleurs a lieu une inondation dite « centennale » de la Seine. En 1911, les tendances sont inversées, les fortes précipitations laissent place à une importante canicule. Source : LE ROY LADURIE Emmanuel, Histoire du climat

12 Le Mouvement Social juillet 1970 article de Jean-Marie Flonneau « La crise de vie chère, 1910-1914 »

13 Le Mouvement Social juillet 1970 article de Jean-Marie Flonneau « La crise de vie chère, 1910-1914 et La Bataille Syndicaliste du 28 août 1911- MICR D-387 1911/04/27----- 1911/08

14 Le Mouvement Social juillet 1970 article de Jean-Marie Flonneau « La crise de vie chère, 1910-1914

15 Le Mouvement Social juillet 1970 article de Jean-Marie Flonneau « La crise de vie chère, 1910-1914

16 La Bataille syndicaliste du 28 août 1911- MICR D-387 1911/04/27----- 1911/08

17 Vérités du 11 septembre 1911

18 CHATRIOT Alain, FONTAINE Marion, « Contre la vie chère », Cahiers Jaurès, n°187-188, 2008 1/2

19 Clio HFS, Les mots de l'Histoire des femmes, Nancy, Presses Universitaires du Mirail, 2004, 121pages, p p.61-62

20 Proudhon adhère pleinement au discours médical sur l'infériorité du sexe faible. Pour plus de précisions : PERROT Michelle, Les femmes ou les silences de l'Histoire, Saint-Amand-Montrond, Flammarion, 1998, p. 134-135 et De l'être-humain mâle et femelle Lettre à P .J.Proudhon par Joseph Déjacques La Nouvelle Orléans, mai 1857 : Référence électronique : Joseph Déjacques, « De l'être humain mâle & femelle », revue Agone, 28 | 2003, [En ligne], mis en ligne le 16 avril 2005. URL : http://revueagone.revues.org/index390.html. Consulté le 19 novembre 2009.

21 Clio HFS, Les mots de l'Histoire des femmes, Nancy, Presses Universitaires du Mirail, 2004, 121pages,p p.61-62

d'une société dominée par la pénurie. Evoluant en ville, les ménagères sont souvent dehors (« l'étroitesse du logis urbain réduit à peu de chose ce qu'on peut y faire[22] »), dans les escaliers, dans la cour, dans la rue, au marché, elles maîtrisent l'espace urbain : « Les hommes partis au chantier, à l'atelier, la rue leur appartient. Elle résonne de leur pas et de leur rumeur[23] ». Aussi, les ménagères « sont le vecteur des nouvelles du quartier et de la ville »[24]. En somme, la ménagère s'illustre clairement comme la figure dominante des milieux populaires et il est important de relever que la Troisième République se situe à l'apogée de l'exaltation de la ménagère[25].

La participation, longtemps occultée[26], des femmes aux grèves et aux grands mouvements de revendication ouvrière, n'est en réalité pas un fait nouveau. Effectivement, de nombreux exemples du rôle positif des femmes peuvent être relevés. A Castres, en 1872, des femmes entrent dans une usine et forcent les ouvriers à arrêter leur travail, dix mères de famille figurent parmi les prévenues arrêtées pour dégradations et atteinte au droit du travail. A Vienne en 1879, des mères de famille et des ménagères forment une délégation pour demander au maire l'ouverture de chantiers municipaux[27]. En 1899, à Montceau-les-Mines, lors de la grande grève, les femmes vont se rendre à Châlons pour y demander audience au Sous-Préfet et lorsque celui-ci se présente au balcon elles lui tournent le dos et lui montrent leurs dessous[28]…

Au Havre, les femmes s'illustrent tels des atouts essentiels quant à la pérennité des conflits sociaux. Solidaires, elles n'hésitent pas à défiler aux côtés de leurs maris, à quêter pour financer les grèves, à organiser les soupes communistes, à placer les enfants des ouvriers grévistes dans d'autres familles afin que ceux-ci ne souffrent pas trop des privations engendrées par les luttes… Certaines vont même jusqu'à se rendre dans les ateliers pour y chasser « les jaunes » et ainsi risquer la prison comme Albertine Lechevallier durant la grève des terrassiers en 1900[29]. La révolte des femmes se nourrit généralement de faits concrets et répond à une oppression immédiate[30], ici une crise frumentaire qui touche les produits de première nécessité tels que les œufs, le beurre et lait, et met en danger le panier de la ménagère. En effet, ces produits ne cessent d'augmenter et les ménagères, dont le budget familial a largement été éprouvé durant l'hiver 1910-1911, craignent par conséquent le pire pour l'hiver à venir et décident, suite à l'appel de l'Union des Syndicats du Havre et de la Région de se réunir et d'organiser un mouvement de révolte conscient au Havre. Dans la plupart des régions du Nord, les mouvements contre la vie chère portés par les ménagères sont spontanés[31]. Au Havre, le mouvement pour la « défense du pain quotidien » est lancé à l'initiative de l'Union des Syndicats du Havre[32].

A Suivre...

22 PERROT Michelle, Les femmes ou les silences de l'Histoire, Saint-Amand-Montrond, Flammarion, 1998, p.165
23 PERROT Michelle, Les femmes ou les silences de l'Histoire, Saint-Amand-Montrond, Flammarion, 1998, p.165
24 Clio HFS, Les mots de l'Histoire des femmes, Nancy, Presses Universitaires du Mirail, 2004, 121pages,p p.61-62
25 RIPA Yannick, Les femmes, actrices de l'Histoire, France, 1789-1945, Lassay-les-Châteaux, Armand Colin, collection Campus, 2004, 192 pages. pp.69-70 et AM Sohn, Chrysalides, Femmes dans la vie privée (XIXè-XXè siècles), Courtry, Publications de la Sorbonne, volume 1, 1996, p.134.
26 Laura FRADER dans son article « Femmes, genre et mouvement ouvrier en France aux XIXème et XXème siècles : bilan et perspectives de recherche » publié dans la revue Clio, Femmes et Sociétés, n°3 – 1996, signale le fait que la participation des femmes aux mouvements ouvriers, constatée et étudiée par les historien(ne)s de la classe ouvrière du XIXème siècle, est capitale car elle va à l'encontre des présupposés des discours masculins selon lesquels les femmes « étaient passives, timides, peu revendicatives, ou craignaient trop la violence pour pouvoir participer aux luttes syndicales et aux grèves. »

27 PERROT Michelle, Jeunesse de la grève, p. 118
28 PERROT Michelle, Les femmes ou les silences de l'Histoire, Saint-Amand-Montrond, Flammarion, 1998, p.174
29 RANNOU Hélène, La Bourse du Travail du Havre 1898-1911, Master 2, université de Rouen, 2008-2009, Paul Pasteur(dir.).
30 PERROT Michelle, Jeunesse de la grève, p. 118
31 Le Mouvement Social juillet 1970 article de Jean-Marie Flonneau « La crise de vie chère, 1910-1914
32 BARZMAN John, Dockers, Métallos… p. 59

Le Libertaire
Internet : http://le-libertaire.net/
E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com
Adresse postale: Groupe d'Etudes Sociales du Havre et environs- BP 411- 76057 Le Havre CEDEX
Directeur de la Publication : Olivier Lenourry
Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique , les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices
Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com